

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

POLOGNE, HONGRIE : OSER DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

Serait-ce dû à un « effet Macron », qui aurait levé une nouvelle part de réticences à prendre de front l'extrême droite et les populistes plutôt que de les éviter ? Serait-ce la lassitude des responsables européens, qui auraient constaté qu'il ne sert à rien de regarder ailleurs, car les

problèmes non traités finissent quand même par s'accumuler et embarrasser la marche en avant ? Ou ne serait-ce plus prosaïquement que l'effet mécanique des procédures européennes : une fois lancées, il est difficile d'empêcher leur arrivée à (bon) terme, alors même qu'on n'y avait pas accordé beaucoup de crédit ?

Toujours est-il que l'espoir de ceux qui désespéraient renaît. La Pologne et la Hongrie, que leurs dirigeants actuels ont fait dériver vers un (mauvais) Etat de droit qui leur fermerait aujourd'hui l'adhésion à l'Union européenne, voient arriver le moment où il

sera mis un holà à leurs dérives. La Pologne s'est vu fermement conseiller par un groupe important d'Etats membres, lors d'un conseil des ministres inédit, de répondre aux demandes de la Commission européenne de faire revenir son système constitutionnel dans les normes. Au Parlement européen, où l'appartenance du Fidesz de Viktor Orbán au Parti populaire européen est une insulte aux valeurs démocrates-chrétiennes de cette

Les dérives antidémocratiques mettent en danger l'ensemble de l'Union

famille politique, même le PPE commence à évoquer - encore que timidement - la perspective d'activer la procédure qui pourrait mener à la suspension des droits de vote de ce pays. Et enfin, après un an et demi de refus d'appliquer une décision légalement contraignante des 28, la Pologne et la Hongrie ont reçu de la Commission un dernier délai d'un mois pour commencer à accueillir des demandeurs d'asile.

La concomitance de ces différentes procédures est fortuite. Mais l'atmosphère politique qui les laisse se dérouler ne l'est pas. Il semble et il faut espérer que les dirigeants de l'UE, qu'ils

soient nationaux ou communautaires, commencent à mesurer que les dérives antidémocratiques à l'œuvre dans ses Etats membres mettent en danger l'ensemble de l'Union. Par leur effet de domino d'abord. Mais aussi parce qu'il ne peut y avoir de marché unique, de grande zone de libre circulation, ou d'espace de lutte contre le terrorisme, si les valeurs fondamentales ne sont pas respectées. Un collaborateur du dirigeant de

l'une des grandes institutions de l'UE nous indiquait que celui-ci s'interrogeait : faut-il vraiment risquer d'engager la procédure dite de « l'arme nucléaire », qui pourrait déboucher vers la suspension des droits de vote d'un Etat membre en rupture d'Etat de droit ? Car le sentiment commun est que pareille procédure serait vouée à l'échec, l'unanimité des 28 pour ce faire étant hors d'atteinte. On devrait pourtant voir les choses autrement : que l'on mette au vote par la procédure de l'article 7, la question du respect de la démocratie en Pologne et en Hongrie. On verra alors, pays par pays, dirigeant par dirigeant, qui défend l'ordre démocratique, et qui ne le défend pas. On serait curieux de voir quel dirigeant européen se rangerait du mauvais côté...